

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO

Commission Paritaire : 0411G87909

ISSN : 1951-4727

N°920 du 2 Juin 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

THERAPIE DE CHOC OU GRADUALISME ?

C'est la question qui se pose aujourd'hui en France, comme elle s'est posée il y a quinze ans aux nations libérées du communisme, comme elle se posera dans tous les pays émergents qui veulent relever le défi de la mondialisation.

Frédéric Bastiat raconte l'histoire de ce paysan qui doit couper la queue de son chien et s'apitoie sur le sort de la pauvre bête : « Ne t'inquiètes pas, je ne te couperai qu'un petit bout chaque jour ». Le paysan de Bastiat avait fait le choix du gradualisme, d'une médecine douce finalement plus douloureuse qu'une taille à vif, qu'une thérapie de choc.

Après l'éclatement du bloc soviétique en Europe, deux types de politique ont été menées. Les unes, comme en République Tchèque ou dans les pays Baltes, ont adopté la thérapie de choc. Privatisations immédiates, stabilisation monétaire, restauration immédiate des libertés publiques et large ouverture aux entreprises et capitaux étrangers. Les autres, comme en Pologne ou en Roumanie, ont tardé à démanteler le secteur public, ont laissé filer l'inflation, ont joué en partenariat avec les organisations internationales plutôt qu'avec les entreprises étrangères. Le résultat est visible aujourd'hui. Ceux-là ont totalement reconstruit leur économie et leur démocratie, ceux-ci ont peiné jusqu'à maintenant et il a fallu la perspective de l'adhésion à l'Union européenne pour accélérer les réformes attendues depuis quinze ans. Ils mettent les bouchées doubles.

Le Président et les réformateurs de la France sont à leur tour placés devant ce même choix. Militent en faveur de la thérapie de choc : la situation alarmante de l'économie, l'environnement international, l'ampleur de la victoire, l'explosion de la gauche. Inclinent au gradualisme : le poids du secteur public, la puissance militante des syndicats et corporations, la lourdeur de l'héritage du socialisme et du jacobinisme. Ce sont parfois plusieurs siècles d'étatisme à effacer, et un demi-siècle de collectivisme. Notre mur de Berlin n'est pas tout à fait détruit.

La balance penchera d'un côté ou de l'autre en fonction du tempérament des acteurs, du calendrier et de l'échiquier politiques, mais il est temps de choisir.

Le tempérament de Nicolas SARKOZY le porte à l'action rapide et audacieuse. « J'irai aussi loin que possible dans la voie des réformes », dit-il et il précise : « Je serai un Président qui gouverne ». Il met déjà sous pression intense ses ministres et collaborateurs. Il multiplie les voyages : Berlin, Toulouse, Bruxelles, Le Havre, etc. Il multiplie les audiences : partenaires sociaux, écologistes, ambassadeurs. Activisme ou action ? En tous cas il ne semble pas vouloir attendre ceux qui traînent les pieds.

Or, ils sont nombreux à prendre leur temps, à jouer la montre, attendant que l'opinion se revire, que leurs forces ébranlées se reconstituent. Le calendrier électoral les dessert à cause de la proximité des législatives – ils devront accepter la « vague bleue », mais les sert d'un autre côté parce qu'il y a un an avant les élections locales, où traditionnellement les perdants des nationales prennent leur revanche. Nicolas SARKOZY a-t-il intérêt à ramasser tout de suite la mise des législatives, ou à attendre que tous les pouvoirs locaux aient été reconquis ?

Et la meilleure façon pour lui de souder sa majorité parlementaire nouvelle n'est-elle pas de l'intéresser immédiatement à un débat autour des réformes majeures ? A-t-il l'intention de gouverner par ordonnances ?

En 1986, invoquant l'urgence, Jacques CHIRAC avait voulu réformer par ordonnances. Le problème est qu'il n'a rien réformé du tout, mise à part la privatisation des établissements bancaires et de quelques groupes industriels - ce qui, il est vrai, n'était pas mineur. Mais à aucun moment

l'opinion publique n'a senti passer sur la France le souffle d'un REAGAN ou d'une Margaret THATCHER.

Pour aller vite et loin, c'est le souffle qu'il faut. Les projets de réforme doivent être présentés et réalisés dans une perspective globale, inspirant confiance aux Français parce qu'ils ont le sentiment d'être enfin renseignés sur les intentions du pouvoir, alors qu'ils ont été déboussolés par des politiques illisibles depuis quarante ans.

Le gradualisme, l'accumulation de mini-réformes, de retouches techniques : cela ne parle pas au peuple, et très vite le désintérêt puis la critique s'installent dans les esprits, y compris chez ceux qui ont voté avec enthousiasme quelques mois plus tôt. L'expérience montre que ce qui n'a pas été fait ou entamé dans les cent jours du nouveau pouvoir ne sera jamais fait ou achevé. Giscard d'Estaing en 1974, Chirac en 1986, Baladur en 1993, Juppé en 1995, Raffarin en 2002 : chaque fois ils ont hésité à appliquer une thérapie de choc, chaque fois ils ont échoué, et les électeurs ne leur ont pas pardonné leur pusillanimité.

Pour moi la considération dominante dans ce choix devrait être, la situation de notre pays. Les déficits se creusent chaque jour : celui de l'assurance maladie par exemple, pour laquelle une « alerte » a été décrétée. Il y a tant à faire, le chantier est si considérable, qu'il faut s'y atteler tout de suite : régler les problèmes de la carte scolaire et des universités avant la rentrée, obliger les syndicats à se prononcer dans les semaines à venir sur le service minimum et les heures supplémentaires, annoncer les allègements fiscaux et les suppressions d'impôts dès juillet, à l'occasion du vote du collectif budgétaire 2007 et de la présentation de la loi de finances 2008.

Et les députés dans tout cela, me direz-vous ? Comme je l'ai déjà dit, il faut éviter un parlement croupion, une chambre « bleu horizon », et il faut souhaiter et aider ceux d'entre eux qui pousseront dans le sens de la thérapie de choc. Ils seront sans doute nombreux, eux aussi doivent se presser de s'organiser en groupes d'études et d'action. La plupart d'entre eux auront aussi l'occasion de préparer une rupture avec le jacobinisme à l'occasion des élections locales l'an prochain.

Il ne faut pas prendre la France pour une pauvre bête. Il faut lui épargner le gradualisme.

Jacques Garello

Conjoncture

SECU : LA TYRANNIE DU STATU QUO

La Sécurité sociale se rappelle au bon souvenir de nos gouvernants. Pourtant, elle n'avait pas été invitée pendant la campagne, les candidats gardant globalement un silence prudent, comme on le fait au pied d'un lit d'hôpital où agonise un moribond. D'ailleurs, dans notre notation des divers candidats, c'est dans le domaine de la protection sociale que Nicolas SARKOZY avait eu sa plus mauvaise note (ces notations figurent encore sur les sites www.libres.org et www.guideducandidat.org). Il faut maintenant se rendre à la réalité, et elle est cruelle : il faut agir tout de suite pour sauver l'assurance maladie, et préparer une réforme des retraites plus profonde que celle organisée par les « lois FILLON ».

Assurance maladie : en soins intensifs

Lors de la récente publication des comptes de la Sécurité sociale, on apprenait que le déficit de l'assurance maladie, qui devait être encore de 3,9 milliards pour 2007, serait certainement plus élevé que prévu. Prudemment, la commission des comptes de la Sécu ne devrait se réunir qu'après les élections législatives, mais il semble bien que les clignotants soient à nouveau au rouge. Un dérapage d'un milliard de plus a été annoncé, puis on a dit entre 1 et 2 milliards de plus. Aux dernières nouvelles, ce serait plus vraisemblablement deux milliards de plus de dérapage. Le « signal d'alerte » vient de se déclencher. Il enjoint au gouvernement de prendre une initiative.

Pourquoi le déficit? Evidemment parce que les dépenses continuent à grimper. C'est le cas pour l'hôpital public, qui n'a aucun régulateur, mais aussi pour les dépenses de ville, qui ont progressé de 4,3% au premier trimestre et de 5,5% pour les douze mois se terminant en avril. L'objectif fixé par le parlement était une hausse de 1,1% : on en est fort loin.

Certes, nos dirigeants ont compris que les déficits publics étaient devenus un problème majeur et se transformaient en dette à charge des générations à venir. Le découpage ministériel en fait foi, puisque nous avons désormais un ministère des comptes publics, qui recouvre aussi bien les déficits du budget de l'Etat que ceux de la Sécurité sociale. Une prise de conscience, c'est mieux que rien.

Que les Français sachent ce que leur coûte leur « protection sociale » !

Tout le monde ignore le vrai coût de la Sécu. Le préalable à toute réforme de l'assurance maladie (et cela vaut pour la retraite, pour l'assurance chômage, etc.), c'est la connaissance par les Français du coût réel de la Sécu. Tant qu'ils l'ignorent, ils ne peuvent pas porter un jugement objectif sur « notre merveilleux système de Sécurité sociale que le monde entier nous envie ». La réponse est ici bien connue : c'est le salaire complet, somme du brut et des cotisations « patronales », figurant sur le feuille de paye, puis distribué au salarié, à charge pour lui de le reverser aux organismes de protection sociale. Pour l'instant, nous n'avons rien vu venir.

Et, pour l'instant, le gouvernement utilise les moyens classiques pour « sauver la Sécu ».

Pour l'assurance maladie, la seule proposition concrète, très discutée bien sûr, c'est l'instauration d'un ticket modérateur, d'une franchise, pour les principales catégories de dépenses médicales. Certes, cela peut contribuer à responsabiliser les malades, en leur faisant prendre conscience d'une partie du coût, qu'ils vont désormais supporter eux-mêmes.

Mais cela n'a rien à voir avec l'ampleur du problème, confirmée par l'énormité des déficits. Parce qu'on ne veut pas s'attaquer, tyrannie du statu quo exige, au fond du problème, qui est la pseudo gratuité et l'existence du monopole public de l'assurance maladie. Il faudra bien tôt ou tard s'attaquer au monopole étatique sur l'assurance maladie : un monopole public est toujours ce qu'il y a de plus bureaucratique, de plus coûteux, de moins efficace. Dans l'assurance maladie comme ailleurs, seule la concurrence peut faire baisser les prix et les coûts. On peut maintenir une obligation de s'assurer (pour éviter les comportements irresponsables), et laisser à chacun le choix de son assureur et du détail de la protection qu'il souhaite. L'exemple de la Suisse montre qu'un pluralisme dans ce domaine (il existe près de 100 possibilités différentes d'assurance maladie), permet à chacun de s'adapter, d'éliminer les gaspillages et de réduire les coûts.

Tourner le dos au statu quo

Le reste va ensuite de soi : retrouver la véritable médecine libérale, libérer les honoraires de toutes les professions de santé (il n'y a pas de vrai marché sans prix libres), en finir avec les privilèges de l'hôpital public, instaurer une véritable concurrence entre établissements publics et privés. Bref en finir avec la socialisation de la médecine Privatisation, concurrence, liberté, les recettes sont toujours les mêmes. Malheureusement, de tout cela, nous n'avons pas entendu parler pendant la campagne, ni après l'élection. S'en tenir au ticket modérateur, c'est dérisoire et trompeur, car c'est laisser entendre que les solutions libérales consistent à faire payer les malades, alors qu'elles forment un tout et auraient pour résultat de faire moins payer chacun grâce à la concurrence. Dans ce domaine de l'assurance maladie, c'est donc bien le statu quo qui semble devoir l'emporter.

Il en est de même pour les autres branches de la protection sociale, les retraites comme l'allocation chômage. Le seul secteur qui devrait évoluer, faisons en tous cas crédit à François FILLON sur ce point, c'est celui des régimes spéciaux de retraite, qui devraient enfin être réformés, mettant fin à une inégalité entre les secteurs privilégiés et le reste des salariés.

Il reste quelques jours aux électeurs pour se rappeler au bon souvenir des candidats. C'est le moment de leur rappeler que s'ils sont élus, c'est pour une seule chose, faire les réformes dont la France a besoin. Et tourner le dos au statu quo. Cela signifie avoir le courage de tourner le dos au politiquement correct et en particulier aux diktats syndicaux. S'ils ont ce courage, la population les soutiendra durablement. Sinon...

LE CALENDRIER FISCAL

On commence à y voir plus clair dans certaines initiatives gouvernementales, même si les législatives servent encore d'écran et si le calendrier n'est pas encore totalement arrêté. Depuis quelques jours, on perçoit ce qui va se passer en matière d'impôts. De toutes façons, il y aura à la fois un collectif budgétaire 2007 cet été, lors de la session extraordinaire du Parlement en juillet, voire en août, et la préparation du budget 2008, qui doit être prêt pour la session d'automne. A cette double occasion il y aura certainement des innovations fiscales. Ce que l'on sait actuellement porte sur trois points et figurerait dès le collectif budgétaire 2007, donc applicable immédiatement :

1- La suppression des droits de succession. C'est une promesse électorale du nouveau président. Tout laisse entendre pour l'instant qu'il tiendra parole. Coté positif : toute baisse ou a fortiori suppression d'impôt est en soi une bonne chose. Le capital, le patrimoine est trop taxé en France : supprimer la taxation lors de l'une des mutations (en l'occurrence lors d'un décès) est une bonne chose : on ne voit pas au nom de quoi quelqu'un qui a travaillé et payé des impôts toute sa vie ne pourrait pas transmettre son héritage à sa femme ou à ses enfants.

Coté négatif : on peut discuter de l'ordre des priorités. Est-ce l'impôt le plus urgent à supprimer ? Ne fallait-il pas s'attaquer en premier aux impôts qui réduisent le plus les incitations à produire, comme l'impôt sur le revenu ou celui sur les sociétés ? Ensuite, la suppression ne serait pas totale, mais porterait sur 95% des successions : les plus grandes en seraient donc exclues. Ce genre de discrimination est toujours nuisible et laisse entendre qu'un patrimoine serait légitime jusqu'à un certain niveau et ne le serait plus au-delà, ce qui n'a aucun sens et décourage les plus entreprenants. On reste dans la logique de l'affrontement entre « les gros et les petits ».

2- La déduction des intérêts d'emprunt immobilier : c'est une mesure intéressante pour inciter les Français à acheter leur logement et donc à devenir propriétaire. Diffuser la propriété, c'est un élément positif, qui ne peut que développer un esprit de responsabilité. Sans doute aurait-il fallu aller plus loin et détaxer tout placement, toute épargne, pour ne taxer que la dépense. En soi, cela revient de toute façon à réduire les impôts, du moins pour ceux qui accèdent à la propriété, et tout ce qui réduit les impôts va dans la bonne direction. Après quelques hésitations, Nicolas SARKOZY a tranché au Havre : les intérêts seront déductibles sur les prêts en cours. Les socialistes protestent : le prix du logement va augmenter. En économie socialiste, les prix montent quand l'offre augmente : il fallait y penser !

3- Détaxer les heures complémentaires. C'est la base du projet de SARKOZY sur le thème « travailler plus pour gagner plus ». Cela se heurtera sans doute à des obstacles constitutionnels, car il n'est pas évident que cela soit conforme au principe d'égalité devant l'impôt, entre des heures normales, fiscalisées, et des heures supplémentaires défiscalisées. La philosophie du travailler plus pour gagner plus est bonne, et va de pair avec la possibilité pour un retraité d'avoir un nouvel emploi : tout ce qui assouplit l'offre est bon. Toute baisse d'impôt, encore une fois, est bonne à prendre. Il en va de même pour la défiscalisation des revenus étudiants.

Mais on peut là aussi élever des objections. Cela revient certes à réduire l'impôt sur le revenu, mais n'est-ce pas là le fond du problème ? C'était à l'impôt sur tous les revenus qu'il fallait s'attaquer par priorité, en réduisant - puis en supprimant, comme nous le proposons dans notre guide du candidat (www.guideducandidat.org) qui est plus que jamais d'actualité- la progressivité de l'impôt. On est évidemment très loin de la flat tax que nous proposons et qui est réalisé dans la plupart des pays de l'Est. Détaxer les heures supplémentaires, c'est certes symbolique et cela conforte la revalorisation de l'activité économique, de la production, de l'offre, mais cela reste une mini-mesure par rapport à l'ampleur de la défiscalisation nécessaire.

Quant à l'ISF, l'impôt idiot et contreproductif par excellence, la mesure de la défiscalisation des sommes investies dans les PME prendra effet pour l'ISF payé en 2008 sur le patrimoine arrêté fin 2007. On annonce aussi, dès le collectif 2007 de juillet, selon le ministre du budget, le fameux bouclier fiscal à 50% : ce serait un premier pas effectif dans la réduction de la progressivité de l'impôt : ne pas prendre plus de la moitié de ce qu'on gagne.

Une piste intéressante avait été ouverte par Nicolas SARKOZY pendant la campagne électorale, lorsqu'il avait suggéré une baisse de 4 points des prélèvements obligatoires, révolution pour la France, mais révolution toute relative, puisqu'elle ne ferait que nous ramener dans la moyenne européenne. Mais cette promesse a été relativisée pendant la campagne, le délai de réalisation n'est plus fixé et pour l'instant il n'en est pas question pour le collectif 2007. Il est douteux que le budget 2008, en l'état actuel des choses, amorce vraiment le processus. C'est pourtant là, avec la fin de la progressivité, la mesure essentielle à nos yeux. Quant à ce qui constitue l'essentiel des prélèvements obligatoires, à savoir les cotisations sociales, il n'en est pas question (sauf pour les heures supplémentaires, qui ne supporteraient pas non plus de cotisations sociales), puisque la Sécurité sociale semble rester un tabou. Si pour les impôts les choses semblent bouger un peu, c'est le statu quo pour la Sécu.

CARTE SCOLAIRE : ASSOUPLISSEMENT OU SUPPRESSION ?

En dehors du service minimum, dont nous avons parlé la semaine dernière, des impôts et de la Sécu, dont nous parlons cette semaine, un autre sujet sera révélateur du degré de volonté réformatrice du gouvernement. Il s'agit de la carte scolaire et sur ce point Nicolas SARKOZY, dans notre évaluation, avait obtenu la note de 4 sur 5, ce qui est assez positif et signifie « réforme prudente ». La question est donc de savoir ce qui va l'emporter, la réforme ou la prudence.

Les premières déclarations de Xavier DARCOS, le ministre de l'Éducation, en charge de ce dossier, sont en demie-teinte. Nous avons trouvé les discours du ministre très prudents, mais l'objectivité nous oblige à constater que nos confrères n'ont pas entendu exactement la même chose que nous, puisque Le Figaro titre « Le gouvernement prépare la suppression de la carte scolaire » et Le Monde « Xavier DARCOS propose de hâter la suppression de la carte scolaire ». Si leur interprétation était la bonne, nous ne pourrions que nous en réjouir.

En réalité, dans un premier temps, le ministre a bien parlé d'assouplissement, pour la rentrée 2007 : au mois de septembre, cela pourrait concerner 10 à 20% des effectifs. Cela nous semble excessivement prudent, même si nous comprenons, comme le dit le ministre, que tout ne peut se régler en une minute. Il s'agit pour lui d'un « changement profond », car « les établissements scolaires auront à veiller à une diversification sociale et géographique de leurs effectifs ». Très bien.

On sait que la situation actuelle est la plus injuste qui soit, car ceux qui ont des relations ou qui peuvent louer une chambre de bonne dans un autre quartier permettent à leurs enfants d'échapper à la sectorisation, tandis que les autres sont condamnés à rester dans des établissements de seconde zone. C'est donc le système actuel qui est source d'inégalités et d'injustices. Il y a donc urgence, même s'il faut effectivement peut-être attendre la rentrée 2008, car chacun sait que pour la rentrée 2007, la plupart des affectations (en élèves et en enseignants et moyens) sont faites. Mais il faudrait dès maintenant indiquer le cap.

C'est là que le ministre a été un peu flou, même si nos confrères l'ont entendu prononcer le mot de suppression... à terme, en tous cas de « nouveau système ». Mais ce n'est pas cela qui nous inquiète. Nous avons l'habitude d'attendre longtemps les réformes. Ce qui nous inquiète, c'est que le ministre n'ait pas prononcé les mots clefs, ceux qui rendront la réforme radicale, à commencer par le mot de concurrence. Supprimer la carte scolaire, cela ne veut pas dire pour nous mettre quelques enfants des quartiers dans de bons lycées et quelques fils de bourgeois dans de mauvais lycées.

Cela veut dire une révolution scolaire, celle de l'excellence par la concurrence : les établissements, pour nous, doivent avoir les moyens d'évoluer, de faire jouer une vraie concurrence, de pouvoir adapter leurs programmes, leurs méthodes, leurs moyens. Si un établissement n'a plus d'élèves parce qu'il n'a pas su évoluer, il devra fermer. Si un autre, parce qu'il est de bonne qualité, double ses effectifs, il devra voir doubler ses moyens. Parallèlement il faut une liberté totale d'ouverture de classes et d'établissements. Aujourd'hui les écoles et collèges privés sont obligés de refuser des

inscriptions, faute d'avoir l'autorisation de l'administration académique, qui n'accorde chaque année qu'un quota restreint d'ouvertures. La concurrence doit pouvoir jouer aussi au niveau des enseignants, et la liberté de quitter un établissement pour un autre doit être totale (le statut de la fonction publique rend l'opération impossible pour l'instant).

Enfin, la question délicate du financement peut facilement se résoudre avec un système simple, du type bon ou coupon ou chèque scolaire.

De tout cela, le ministre n'a pas parlé, sans doute parce qu'une réforme complète et cohérente remet en cause trop de règles en vigueur depuis trop longtemps, juste à l'opposé du « spulen », le service public unique et laïque de l'Education Nationale, type d'administration sur lequel la gauche reste calée depuis 1972. Le gouvernement va-t-il écouter les syndicats d'enseignants ou les parents d'élèves ? Qui est responsable de l'éducation des enfants, sinon les parents ? Que veut le gouvernement : le marché ou la planification ? Tel est le véritable enjeu. Or le ministre a déclaré devant la PEEP que le but n'était pas de faire « un grand marché libéral de l'éducation », mais de « construire une école plus juste ».

Nous ne voulons pas d'un assouplissement. D'ailleurs, il y en a déjà eu en 1993 et c'est François BAYROU, soit dit en passant, qui les avait supprimés en 1997. Mais ces assouplissements sans réforme de fond n'avaient rien changé. Nous, nous voulons une révolution éducative, la révolution de la liberté scolaire.

PORTUGAL : 40% DE FONCTIONNAIRES EN MOINS

Pendant que la France se demande si Nicolas SARKOZY va « oser » tenir sa promesse de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant en retraite (ce qui devrait faire 35.000 ou 40.000 fonctionnaires de moins par an, soit environ 1% de moins par an), on apprend que le gouvernement portugais a décidé de réduire à terme de 40% le nombre de fonctionnaires. Précisons, pour éviter toute ambiguïté, que ce gouvernement portugais n'est pas « ultralibéral », mais tout simplement socialiste, avec à sa tête José SOCRATES. Du coup, les libéraux seraient presque contents de voir le Portugal prendre la présidence de l'Union européenne le 1^{er} juillet.

Il est vrai que le Portugal a longtemps connu, comme la France, une dérive étatique et que les divers gouvernements ont multiplié les dépenses publiques et les embauches de fonctionnaires. Résultat de ce « tout Etat » : une croissance qui se traîne depuis six ans entre 1 et 2% par an, une dette publique de 65,4% du PIB, un déficit budgétaire de près de 6% qui lui a valu les foudres de Bruxelles, et finalement 7,5% de chômeurs : une situation à la française en quelque sorte, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Deux actifs sur dix travaillent pour l'Etat, mais on ne connaît même pas le nombre exact de fonctionnaires ! Et la masse salariale de l'administration atteint 15% du PIB.

Les socialistes portugais ont enfin réagi et choisi la rupture par rapport à leur propre politique antérieure et à celle de leurs prédécesseurs. Ils ont amorcé certaines réformes radicales. C'est ainsi que le régime de retraite des fonctionnaires a été aligné sur celui du privé : départ à 65 ans et calcul des retraites sur l'ensemble de la carrière. Plus de 1 200 écoles publiques, sur un total de 20 000, trop petites, ont été fermées. A titre expérimental, un hôpital public a été entièrement confié à un groupe privé, ce qui a fortement diminué les coûts, et des appels d'offre ont été lancés pour une dizaine d'autres.

Mais le plus important est à venir, selon Le Figaro qui rapporte toutes ces informations. En deux ans, le nombre de fonctionnaires sera réduit de 15 à 25% (dix fois plus vite qu'en France dans le projet SARKOZY) et à terme la réduction de ce nombre devrait être de 40%. Le Figaro parle d'un « méga plan social » pour diminuer la taille de l'Etat. Bien sûr, il y a eu des grèves, mais le gouvernement a tenu bon face aux syndicats et, comme l'indique au Figaro un responsable portugais « aujourd'hui tout le monde s'accorde sur l'importance des réformes ».

Le gouvernement veut mener à bien son plan avant les prochaines élections (dans deux ans) et pour cela il envisage aussi de diminuer de moitié le nombre d'organismes publics. Un responsable indique qu'une procédure d'évaluation et de mobilité sera mise en place pour ne garder que les meilleurs fonctionnaires. Le principal artisan des réformes déclare au Figaro : « Il ne faut pas se demander comment financer notre administration, mais quelle administration nous pouvons financer avec les ressources que nous avons ».

Modalités pratiques : dans un premier temps, les contrats de travail de tous les fonctionnaires ont été alignés sur le régime privé. Une évaluation individuelle a été mise en place. Ensuite, les agents sont réaffectés là où on en a vraiment besoin. Les autres, ceux qui sont en surnombre, sont affectés à une « structure de défaisance » ; ils ne sont plus rattachés au gouvernement et « leur traitement décroît progressivement dans le temps pour les inciter à trouver un travail dans le privé ». C'est une formule intéressante, qui pourrait être retenue en France, si nos gouvernants en avaient l'idée et le courage. On imagine déjà chez nous les réactions syndicales ; mais manifestement, les socialistes portugais ne se sont pas laissés impressionner par les syndicats.

Qu'on nous comprenne bien : nous ne faisons pas, jour après jour, l'éloge des gouvernements socialistes. Mais nous remarquons que les socialistes européens (au Portugal, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Suède, en Espagne) entreprennent des réformes qui paraîtraient révolutionnaires en France. La classe politique française a beaucoup à apprendre des expériences étrangères.

UNIVERSITE :

Le ministre de l'enseignement supérieur, Valérie PRECRESSE, a affirmé que rien ne se ferait sans concertation préalable. Mais il lui faudra aller vite si on veut voter le texte en juillet. Elle a donc rencontré la conférence des présidents d'université, ce qui est bien normal, même si la CPU constitue un important lobby de gauche. Elle a vu les associations d'étudiants, UNEF en tête, qui, comme tous les syndicats, ne représentent pas grand-chose et sont extrêmement politisées : il y a souvent moins de 5% de votants aux élections universitaires ou à celles du CROUS.

Les syndicats étudiants tirent le signal d'alarme, reprochant au gouvernement de vouloir passer en force. Pour Bruno JULLIARD, Président de l'UNEF, « c'est un très mauvais signe que le premier ministre envoie à la communauté universitaire et qu'il envoie aux étudiants ». Si M. JULLIARD n'est pas content, a priori nous trouvons cela plutôt rassurant.

Mais nous aussi nous demandons à voir, et à juger la réforme à l'aune du libéralisme. Le ministre peut, s'il le veut se reporter utilement à notre guide du candidat (www.guideducandidat.org). Il y trouvera une vraie réforme libérale de l'université.

26 – 29 août 2007, Aix en Provence **XXX° Université d'Eté de la Nouvelle Economie**

Les Défis Institutionnels de la Mondialisation

Vous pouvez d'ores et déjà retenir le thème et la date. Les prochaines Lettres vous donneront le programme détaillé des journées et une première liste d'intervenants.

L'importance et l'actualité du thème ne vous auront pas échappé. Ils concernent le monde entier, mais aussi la France et l'Europe.

Monde entier : y a-t-il des institutions indispensables pour entrer dans le jeu de la mondialisation, peut-on se développer sans liberté politique, sans respect des droits de l'homme, sans reconnaissance de la propriété ?

La France : on dit que l'heure des réformes a enfin sonné. Mais quelles sont les dispositions constitutionnelles, juridiques, fiscales, qu'il faut prendre pour mettre le pays à niveau ?

L'Europe : elle aussi a le choix entre des institutions propices à l'ouverture mondiale et des institutions destinées à la protéger. Comment évoluent les institutions dans les divers pays ?

Depuis trente ans, l'Université d'Eté est le rendez-vous mondial des intellectuels libéraux et de la jeunesse étudiante. Cet anniversaire sera dignement fêté et rehaussé de la présence de très hautes personnalités de monde scientifique, économique et politique.

AU SOMMAIRE DU N°920 :

EDITORIAL : Thérapie de choc ou gradualisme ? pp. 1-2

CONJONCTURE : Sécu : la tyrannie du statu quo pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Le calendrier fiscal p. 4-5 - Carte scolaire : assouplissement ou suppression ? p. 5-6 –